

**Colette Charlet, militante au GFEN et à l'association Korczark, et sur le plan local, membre du comité de rédaction du *Journal*, bimestriel pour la promotion de la liberté d'expression sur le bassin annécien, réagit à propos de « l'affaire » de la bibliothèque du Comité d'Entreprise Renault - Le Mans dont nous nous sommes efforcés de rendre compte dans nos deux précédents numéros<sup>1</sup>.**

1. Brièvement, rappelons que les syndicats majoritaires (CGC et CFDT) du CE décident de disperser à l'encan les 12 000 volumes de la bibliothèque. À l'instigation de la CGT, les salariés mettent ces livres « à l'abri » en les empruntant. Ce qui conduit les élus majoritaires à porter l'affaire devant le tribunal de Grande instance du Mans qui condamne 27 salariés à la restitution sous fortes astreintes des ouvrages « empruntés ». Suite à ce jugement, le secrétaire de la CFDT fait part d'un projet de création d'une bibliothèque inter-entreprises sur la zone industrielle du Mans à laquelle les ouvrages du CE Renault seraient versés...

#### IMPRIMERIE

L'imprimerie, maintenant abolie, a été un des pires fléaux de l'humanité, car elle a tendu à multiplier jusqu'au vertige des textes inutiles. **Jorge Luis BORGES** (*Utopie d'un homme qui est fatigué*)

J'ai remarqué que le jugement le plus dépourvu de fondement, la plus sottise grossièreté prend du poids, du fait de l'influence magique de l'imprimerie. **Alexandre POUCHKINE**

## « L'été se livre » ou la démocratisation de la lecture en question ?

L'opération culturelle *L'été se livre*, sur Annecy, s'est ouverte cette année sur fond d'interrogation, en tout cas pour un certain nombre de militants.

C'est au moment où je recevais le programme de cette manifestation culturelle, que j'ai pris connaissance de l'évolution de l'affaire de la bibliothèque du CE Renault du Mans, dans le n°90 des Actes de Lecture. J'avais alerté des amis militants de CE sur le bassin annécien dès la parution du n°89 mais les réponses étaient évasives car il est difficile d'imaginer les stratégies. Je fus troublée et me suis dit que les personnes étaient engagées par les questions politiques d'alors et que cette question n'était pas prioritaire.

Je me demandais : Comment assurer la solidarité et donner écho à cette lutte ? Comment en est-on arrivé à vouloir « brader » une bibliothèque de CE de cette importance ? Quelle logique préside à cette décision ?

Au-delà de la lutte des pouvoirs entre les différents syndicats, c'est la question du rapport à la culture qui se trouve posée. Quels liens avec les luttes politiques et culturelles actuelles ?

Alors que je parcourais le programme de « *L'été se livre* » édité par LCE 74 (Liaison des Comités d'entreprise), j'y découvris le panel d'activités habituelles : espace librairie, ateliers, rendez-vous littéraires avec les auteurs et passeurs de livres, des jeux en direction des élèves, des rencontres avec des bibliothécaires... Mais je me sentis mal à l'aise, compte-tenu de la situation culturelle actuelle. Des milliers

de gens se sentent en dehors de tous ces événements et après on parle de fracture sociale, d'illettrisme, de dispositifs d'insertion. On ne peut passer sous silence la question de la démocratisation. Elle devient de plus en plus explosive. Quelle part est réservée à cette question dans l'entreprise ? Rien ne transparait dans le tract distribué au public.

Et l'affaire du Mans dans tout cela, allait-on en débattre ? Était-ce une affaire isolée ? Y a-t-il dans le pays d'autres tentatives de démantèlement, de délocalisations ? Pour être intervenue sur des CE (débat culturels) comme Renault Billancourt quand j'habitais dans le 92 ou avec la CMCAS (EDF-GDF) de cette région ou en Île de France, je sais combien d'élus des CE avaient à cœur de construire un autre rapport à la lecture. Cela a été l'intention de LCE.

Mais la question des pratiques en rupture avec le prêt à penser est une affaire redoutable. Après l'ébullition politique récente, je partais curieuse de ce qui allait se passer sur les lieux de la manifestation « *L'été se livre* » qui se trouve sur un lieu stratégique d'Annecy : centre ville, face à la grande bibliothèque municipale d'Annecy (l'une des plus importantes de France quant au nombre de ses lecteurs et son choix d'ouvrages), face au lac où circulent un grand nombre de personnes de l'agglomération et des touristes.

Arrivée sur les lieux, je circulais tranquillement entre les stands, rien ne dérangeait mon esprit, je rencontrais les écrivains comme lorsque je vais en ville et qu'il y a des promotions d'auteurs dans les bonnes librairies d'Annecy. Aucune différence. Rien ne m'interpella profondément à l'exception cette année du CE d'Alcatel qui poursuit depuis plusieurs années un travail de création culturelle remarquable. C'est donc vers celui-ci que j'ai porté mon questionnement, avec en tête le problème du CE Renault du Mans.

Avait-on évoqué les problèmes dans les débats ? Il me fut répondu qu'un représentant du Mans était venu débattre, mais cela s'est déroulé à une heure où les gens travaillent. Pourquoi un tel horaire ? Pourquoi n'y a-t-il pas eu de débat public ? Y a-t-il un lien avec ce qui se passe ailleurs dans l'Hexagone ?

Oui, la logique de la marchandisation de la culture est bien à l'œuvre, nous colle à la peau comme un film de plastique, jusqu'à nous empêcher de penser autrement et ceci sans

que l'on s'en rende compte. C'est bien le signe d'une barbarie culturelle qui tisse sa toile.

Comme le soulignait Passeron, c'est bien la non pratique de la lecture, ou l'abandon de certaines pratiques visant à plus ou moins long terme à éliminer tout débat et valeurs portées qu'implique l'acte de lire (Cf. *La notion de pacte*. A.L. n°90, juin 05, p.19)

C'est sur ces points précis que s'est poursuivie la discussion avec le CE Alcatel.

La question des pratiques culturelles transformatrices reste posée. Elle apparaît souvent comme une affaire de spécialistes, même si l'on est militant et passionné de loisirs savants. Le cercle des initiés ne s'élargit pas. Il y aurait donc fort à faire pour que les pratiques de démocratisation de la culture ne soient pas le privilège de quelques *happy few*.

Si on ne se met pas à réfléchir ensemble, sur le lieu de travail, il est fort à parier que l'on assistera à des restructurations culturelles au sein des entreprises, que l'on verra certaines pratiques de lecture publique abandonnées, parce que moins visibles au profit d'activités de CE plus faciles à manager.

Déjà, des bruits courent sur Annecy ou ailleurs... Alors on pourra comme pour les usines, fermer en douceur, ici une bibliothèque, là un atelier de création, au nom de la rentabilité et ce sera la porte ouverte aux idées de l'air du temps, laissant entrer dans nos têtes un peu plus de résignation. L'heure est à la résistance constructive et créatrice !

**Colette CHARLET** ■■■